(1)

(N° 119)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1928.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX BAUX A LONG TERME.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La guerre et les bouleversements économiques qui l'ont accompagnée et qui l'ont suivie, ont altéré profondément les rapports engendrés par les contracts de longue durée, qu'ils aient pour objet des prestations périodiques en espèces ou le versement d'un capital à échéance lointaine.

Les créanciers sont gravement lésés : s'ils recoivent numériquement la somme stipulée au contrat, celle-ci payable en papier, ne représente que le septième à peine de la valeur à laquelle ils ont le droit de prétendre en se fondant sur la lettre et sur l'esprit du contrat.

Les intéressés peu nombreux d'ailleurs, n'ont point sollicité de longtemps l'intervention du Parlement sans doute parce qu'ils avaient gardé l'illusion que le franc regagnerait à la longue la plus grande partie de sa puissance d'achat, mais les événements ont dissipé ces espoirs, et la stabilisation y a mis définitivement fin en consacrant légalement la valeur que le cours de plusieurs mois avait démontré comme la plus conforme à la réalité.

Les bailleurs qui se sont adressé aux tribunaux pour se faire payer suivant la valeur réelle de leur créance, ont été déboutés en général, en dépit des considérations de droit et d'équité qu'ils ont fait valoir. Les juges se sont attachés servilement à la lettre de la loi et ont fait prévaloir celle-ci sur la foi dûe au contrat.

Il appartient au Pouvoir législatif de redresser cette injustice; il l'a fait une première fois. dans des conjonctures analogues, par la loi du 11 octobre 1919; il s'agissait alors de délier de leurs engagements des fabricants, des entrepreneurs, des commerçants, débiteurs de prestations que la hausse soudaine de toutes choses, main-d'œuvre et matériaux menaçait de ruine.

La situation est renversée aujourd'hui; ce sont les créanciers qui se plaignent et ils demandent non pas la résolution, mais la revision de conventions qu'ils ont formées de bonne foi, et ce pour réparer les pertes que la crise monétaire leur ont fait subir, tandis que les débiteurs en tirent des profits inattendus et exceptionnels.

Faut-il envisager la question de la revalorisation des créances dans son

ensemble, et régler par une même loi le sort de tous ceux dont les droits sont lésés pour les causes que nous venons d'exposer?

Nous ne le pensons pas. Les situations sont trop diverses et d'une complexité trop grande pour qu'on puisse entreprendre de les résoudre par une règle commune.

Le législateur français n'a pas tenté de le faire. Par la loi du 6 juillet 1925, il a autorisé la revision des prix des baux à longue durée, réservant pour l'avenir la décision à prendre pour les autres contrats. Nous avons cru sage de suivre son exemple.

Nous avons assigné comme date ultime aux contrats susceptibles d'être revisés, le 1er janvier 1923, considérant qu'à partir de ce moment, les intéressés ont dû se convaincre que la valeur de la monnaie ne se relèverait plus ou guère.

Le projet s'applique aux baux à long terme aussi bien des fonds ruraux que des propriétés bâties, ainsi qu'aux concessions qui ont pour objet l'exploitation de carrières et de minerais.

Ces opérations ne se rapportent en général qu'à des immeubles considérables, destinés au commerce ou à l'industrie, ou à de grandes exploitations agricoles.

Les bénéficiaires de ces beaux retirent de la dévalorisation du franc, des avantages considérables et imprévus.

On a cité l'exemple de grands commerçants qui par des sous-locations de partie de maisons louées, touchent des loyers supérieurs dix fois et d'avantage, à ceux qui leur incombent.

Un pareil enrichissement au détriment d'autrui, suite des calamités de la guerre, est contraire à la morale et préjudiciable à la formation de constrats de longue durée, si nécessaire parfois et si favorable au développement du commerce et de l'industrie. Il n'y a aucune bonne raison pour maintenir et faire respecter des situations aussi choquantes.

S'il est des locataires qui craignent ne pouvoir faire face à l'augmentation de leur loyer, — hypothèse assurément rare, — ils auront la ressource de demander la résolution du bail.

Le projet ne prévoit pas d'ailleurs, la révalorisation totale du prix des loyers et fermages, à raison de l'aléa que peut comporter une opération de ce genre, et aussi pour ne pas poser de précédent qui autoriserait des prétentions excessives dans les autres cas.

Le projet, à l'exemple de la loi de 1919, impose une procédure de conciliation à l'intervention du président du tribunal, avant de soumettre l'affaire à la juridiction de jugement.

Il exclut tous les immeubles soumis à la législation spéciale des loyers aussi longtemps qu'ils ne sont pas remis dans le droit commun.

Il assigne un court délai au propriétaire qui veut faire reviser son bail, il ne faut pas laisser planer longtemps l'incertitude sur les industriels ou les commerçants dont le bail est sujet à revision.

FULG. MASSON.

ANNEXE

Loi française du 6 juillet 1925 autorisant la revision du prix des baux à longue durée (promulguée au « Journal officiel » du 7 juillet 1925.)

ARTICLE PREMIER.

Les prix des baux à loyers, normaux ou prorogés par application de l'article 56 de la loi du 9 mars 1918, ayant pris cours ou conclus avant le 24 octobre 1919 et d'une durée contractuelle de plus de neuf ans pourront être majorés à partir du terme d'usage qui suivra la promulgation de la présente loi et pour la durée du bail restant à courir. Le premier terme de payement concernant des loyers échus après la promulgation de la loi sera déclaré terme d'usage.

Toutefois, aucune majoration ne pourra être accordée au propriétaire qui a acquis l'immeuble loué à titre onéreux à une date postérieure au 24 octobre 1919.

La demande de majoration ne sera admise que si le prix porté au contrat est inférieur de plus d'un quart au prix arbitré comme représentant, au jour de la demande, la valeur locative équitable.

Pour les locaux et dans les communes qui sont définis à l'article premier, paragraphe premier, de la loi du 29 décembre 1923, la majoration sera calculée conformément aux règles posées par les articles 2 et suivants de cette loi.

Pour les locaux qui ne sont pas réglés par la loi du 29 décembre 1923, la majoration sera calculée en tenant compte de tous éléments d'appréciation et de manière que le locataire continue à bénéficer, pour la durée du bail, d'un abattement équivalant à un quart de la différence entre le prix fixé au contrat et la valeur locative équitable.

Les présentes dispositions s'appliquent aux concessions accordées par les communes, départements et autres collectivités publiques.

ART. 2.

La revision des prix des baux dont la prorogation est en cours par application de l'article 56 de la loi du 9 mars 1918 ne pourra jouer au profit du propriétaire que si celui-ci accorde à son locataire une prorogation supplémentaire de bail égale à la durée de la prorogation restant à courir.

ART. 3.

En cas de cessions de bail ou de sous-location, même postérieures au 24 octobre 1919, le propriétaire devra mettre en cause, devant les juridictions instituées par l'article 4, en même temps que le locataire primitif, tous les cessionnaires ou sous-locataires.

Ces juridictions seront compétentes pour trancher toutes les difficultés soulevées par la demande de revision du prix du bail, tant dans les rapports du propriétaire avec le locataire principal et les concessionnaires ou sous-locataires

qu'en ce qui concerne les actions en garantie auxquelles pourra donner lieu l'action en revision.

Le juge fera, s'il y a lieu, entre tous les intéressés, la répartition de la majoration qu'il aura fixée.

ART. 4.

A défaut de l'accord amiable, le propriétaire saisira, par lettre recommandée ou déclaration faite au greffe, le juge de paix de la situation de l'immeuble quand le prix du loyer en cours ne dépassera pas 2,000 francs dans les villes de plus de 100,000 habitants. Dans tous les autres cas, le président du Tribunal civil de la situation de l'immeuble sera saisi et pourra se faire remplacer par un magistrat du siège ou, au tribunal de la Seine, par un juge assesseur.

Il sera ensuite procédé conformément aux §§ 6, 7, 8, 9, de l'article 18 de la loi du 31 mars 1922.

La décision du juge de paix ou du tribunal sera susceptible d'appel dans les termes du droit commun.

ART. 5.

Si les conditions économiques se sont modifiées au point d'entraîner une diminution de plus d'un quart de la valeur locative précédemment arbitrée, le locataire pourra, dans les mêmes formes et tous les trois ans, demander la revision du prix précédemment majoré.

ART. 6.

Le locataire dont le bail aura été majoré aura le droit, s'il ne veut pas accepter cette majoration, de résilier son bail.

Cette résiliation prendra cours au terme d'usage qui suivra une période de six mois à compter du jour de la décision fixant définitivement les nouveaux prix. Le locataire devra aviser de son intention de réalisation le propriétaire de l'immeuble, dans les trois mois au plus tard de la notification de la décision intervenue.

ART. 7.

La présente loi est applicable aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et à l'Algérie.

(6 juillet 1925).

(1)

(N° 119)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 FEBRUARI 1928.

WETSVOORSTEL BETREFFENDE DE HUUR- EN PACHTOVEREENKOMSTEN OP LANGEN TERMIJN

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De oorlog met de economische beroeringen die er mede gepaard gingen en er op gevolgd zijn, heeft groote verwarring gebracht in de betrekkingen die voortspruiten uit de overeenkomsten op langen termijn, hetzij deze periodieke uitkeeringen in geld ofwel de storting van een kapitaal op langen termijn ten doel hadden.

De schuldeischers zijn erg benadeeld : wel krijgen zij het bedrag dat de verschuldigde som vertegenwoordigt; doch deze som, uitgekeerd in papierengeld, vertegenwoordigt ternauwernood het zevende deel der waarde welke zij terecht mogen eischen volgens de letter en den geest van de overeenkomst.

De belanghebbenden, die trouwens weinig in getal zijn, hebben onlangs de tusschenkomst van het Parlement gevraagd, wellicht omdat zij steeds bleven hopen, dat de frank ten slotte toch het grootste deel van zijne koopkracht zou terug krijgen; de gebeurtenissen hebben echter deze verwachtingen teleurgesteld en voor goed alle hoop doen verdwijnen, sedert de stabilisatie wettelijk de waarde van den frank heeft vastgelegd volgens den gemiddelden koers over verschillende maanden.

De geldschieters die zich tot de rechtbanken hebben gewend om betaling te eischen volgens de werkelijke waarde van hunne schuldvordering, werden, spijts de aangevoerde gronden van recht en rechtvaardigheid, over het algemeen afgewezen. De rechters hebben slaafs de letter van de wet gevolgd en deze gesteld boven de trouw aan het contract verschuldigd.

De Wetgevende Macht moet deze onrechtvaardigheid goedmaken; zij deed het eene eerste maal, onder gelijkaardige omstandigheden, door middel van de wet van 11 October 1919; toen gold het : ontheffing te verleenen van hunne verbintenissen aan fabrikanten, ondernemers, handelaars, die door de plotselinge prijsstijging van alle zaken, loonen en materialen, met ondergang werden bedreigd.

Thans is de toestand omgekeerd; nu zijn het de schuldeischers die klagen en vragen niet de opheffing, maar wel de herziening van overeenkomsten die zij te goeder trouw hebben aangegaan; zij vragen schadevergoeding voor het verlies

dat zij wegens de munterisis ondergaan, terwijl de schuldenaars er onverwacht en uitzonderlijk profijt uit halen.

Moet men het vraagstuk van de revalorisatie de schuldvorderingen in zijn geheel beschouwen en bij een zelfde wet den toestand regelen van al de degenen wier rechten gekrenkt werden wegens de aangehaalde oorzaken?

Wij meenen het niet. De toestanden zijn al te verschillend en te ingewikkeld om ze door een algemeenen regel op te lossen.

Ook de Fransche wetgever heeft gepoogd het te doen. Krachtens de wet van 6 Juli 1925, heeft hij machtiging verleend tot herziening der huurprijzen van de oveenkomsten op langen termijn en aan de toekomst overgelaten eene beslissing te treffen voor de overige contracten. Wij meenen wijs te handelen met dit voorbeeld na te volgen.

Als uiterlijken datum voor de mogelijke herziening der overeenkomsten, hebben wij den 1ste Januari 1923 genomen, omdat wij van gevoelen zijn dat, te rekenen van dien datum, de belanghebbenden moesten inzien dat onze muntwaarde niet of schier niet meer zou verhoogen.

Het ontwerp komt van toepassing op de huurovereenkomsten op langen termijn, zoowel wat betreft landerijen als gebouwde eigendommen, alsook op de vergunningen voor de inbedrijfneming van groeven en ertslagen.

Dergelijke verrichtingen geschieden over het algemeen slechts voor aanzienlijke vaste goederen die bestemd zijn voor den handel of de nijverheid en voor groote landbouwbedrijven.

De rechthebbenden op deze overeenkomsten trekken uit de waardedaling van den frank aanzienlijke en onvoorziene voordeelen.

Als voorbeeld, heeft men aangehaald sommige groothandelaars die uit de onderverhuring in gehuurde huizen tienmaal en meer trekken dan zij zelf moeten betalen.

Dergelijke verrijking op andermans goed — wij nemen aan dat het een gevolg is van de oorlogsrampen — is in strijd met de zedenwet en schadelijk voor het aangaan van overeenkomsten op langen termijn, hetgeen soms nochtans zoo noodzakelijk en zoo gunstig is tot ontwikkeling van handel en nijverheid. Er bestaat geene enkele geldige reden om dergelijke ergerende toestanden te handhaven en te doen eerbiedigen.

Zijn er huurders die vreezen de verhooging van huurprijs niet te kunnen betalen — onderstelling die zeldzaam zal voorkomen — dan kunnen zij de huurovereenkomst opzeggen.

Het ontwerp voorziet trouwens niet de geheele revalorisatie der huur- en pachtprijzen wegens het onvoorziene dat dergelijke verrichting zou kunnen medebrengen en ook om geen voorgaande te stellen, dat in de andere gevallen tot buitensporige eischen zou kunnen aanleiding geven.

Naar het voorbeeld der wet van 1919, eischt dit ontwerp eene proceduur tot vergelijk bij den voorzitter der rechtbank, alvorens de zaak aan een vonnis te onderwerpen.

Het ontwerp sluit alle vaste goederen uit, die aan de huishuurwet zijn onderworpen, zoolang zij niet terug onder het gemeen recht komen.

Het ontwerp verleent een korten termijn aan den eigenaar die de overeenkomst wil doen herzien; de nijveraars of handelaars wier overeenkomst voor herziening vatbaar is, mogen niet lang in de onzekerheid worden gelaten.

FULG. MASSON.

BIJLAGE

De Fransche wet van 6 Juli 1925 tot herziening van de huur- en pachtovereenkomsten op langen termijn (afgekondigd in het « Journal officiel » van 7 Juli 1925).

Eerste Artikel.

De prijzen der huurovereenkomsten, normale of verlengde bij toepassing van artikel 56 der wet van 9 Maart 1918, die liepen of gesloten waren vóór 24 October 1919 en een geldigheidshuur hadden van meer dan negen jaar, mogen verhoogd worden, te rekenen van den gebruikstermijn die volgt op de afkondiging van deze wet, voor den overblijvenden duur der overeenkomst. Wordt aangezien als gebruikstermijn, de eerste betalingstermijn van de vervallen huurprijzen na de afkondiging der wet.

Geene verhooging kan echter worden toegestaan aan den eigenaar die een ten bezwarenden titel verhuurd goed verkregen heeft op een datum na 24 October 1919.

De vraag tot verhooging wordt niet toegelaten, dan indien de in het contract vermelde prijs meer dan een vierde beneden den prijs komt, welke, op den dag der aanvraag, als eene billijke huurwaarde werd geschat.

Voor de lokalen wordt, in de gemeenten die bepaald zijn in het eerste artikel, § 1, der wet van 29 December 1923, de verhooging berekend volgens de regelen vastgesteld in de artikelen 2 en volgende dezer wet.

Voor de lokalen die niet geregeld worden door de wet van 29 December 1923, wordt de verhooging berekend met inachtneming van al de beoordeelingsfactoren en op welke wijze dat de huurder, tijdens den geldigheidsduur der overeenkomst, eene vermindering blijve genieten, die gelijk staat met een vierde van het verschil tusschen den prijs in het contract vastgesteld en de billijke huurwaarde.

Deze bepalingen zijn van toepassing op de concessiën verleend door de gemeenten, departementen of eene andere openbare gemeenschap.

Art. 2.

De herziening der prijzen van de huurovereenkomsten, waarvan de geldigheidsduur loopt krachtens artikel 56 der wet van 9 Maart 1918, kan niet ingeroepen worden ten voordeele van den eigenaar, dan indien deze aan zijn huurder eene bijkomende verlenging van huur verleent, die gelijk staat met den duur der nog te loopen verlenging.

Art. 3.

Voor huuroverdracht of onderverhuring, zelfs na 24 October 1919 gedaan, moet de eigenaar voor de bij artikel 4 ingestelde rechtsmachten, in de zaak brengen te gelijk met den eersten huurder al de overnemers of onderhuurders.

Deze rechtsmachten zijn bevoegd om uitspraak te doen in al de moeilijkheden door de vraag tot herziening van den huurprijs opgerezen, zoowel in de betrekkingen van eigenaar met den voornaamen huurder en de overnemers of onderhuurders als waar het gaat over de rechtsvordering tot vrijwaring waartoe de rechtsvordering tot herziening aanleiding kan geven.

Desgevallend, doet de rechter, onder al de betrokkenen, de verdeeling van de verhooging door hem vastgesteld.

ART. 4.

Bij gebreke van minnelijke schikking, brengt de eigenaar, bij aangeteekenden brief of bij aangifte ter griffie, den toestand van het vast goed vóór den vrederechter, wanneer de loopende huurprijs niet 2,000 frank overschrijdt in de steden boven de 100,000 inwoners. In de andere gevallen, wordt de zaak gebracht vóór den voorzitter der Burgerlijke Rechtbank van het gebied waar het goed gelegen is; deze kan zich laten vervangen door een magistraat van den zetel of, bij de Rechtbank der Seine, door een rechter-assessor.

Daarna wordt gehandeld overeenkomstig de §§ 6, 7, 8, 9 van artikel 18 der wet van 31 Maart 1922.

De uitspraak van den vrederechter of van de rechtbank is vatbaar voor beroep binnen de bepalingen van het gemeen recht.

ART. 5.

Worden de economische omstandigheden in zoo verre gewijzigd dat zij eene vermindering medebrengen van meer dan een vierde der vroeger geschatte huurwaarde, dan kan de huurder, onder dezelfde vormvereischten en om de drie jaar, de herziening vragen van den vroeger verhoogden prijs.

ART. 6.

Wil de huurder, wiens huurprijs werd verhoogd, deze verhooging niet aannemen, dan kan hij zijne overeenkomst verbreken.

Deze verbreking geldt van af den gebruikstermijn die volgt op een tijdsverloop van zes maanden, te rekenen van den dag waarop voorgoed de beslissing viel voor de nieuwe prijzen. De huurder moet van zijn voornemen tot verbreking kennis geven aan den eigenaar van het vast goed, ten laatste binnen de drie maanden die volgen op de kennisgeving van de getroffen beslissing.

ART. 7.

Deze wet is van toepassing op de departementen van de Moezel, den Beneden-Rijn en op Algerië.

(6 Juli 1925).

(1)

(N° 119. — Annexe. — *Bijlage.*)

CHAMBRE des Représentants.

KAMER der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi relative aux baux à long terme.

Article premier.

Le prix des baux à loyer et des baux à ferme, contractés avant le 1er janvier 1923, pour une durée de plus de neuf ans, sera majoré, s'il est inférieur de plus d'un quart à la valeur locative du bien loué, arbitrée au jour de la demande.

La majoration ne pourra dépasser les six-septièmes de cette valeur; elle n'opèrera que pour l'avenir.

Art. 2.

Aucune demande d'augmentation n'est reçue devant le tribunal compétent qu'après une tentative de conciliation sollicitée par le demandeur en revision.

A cet effet, il présente au tribunal une requête exposant la demande; sur le vu de cette requête et dans la huitaine de son dépôt, le président du tribunal, ou un juge délégué par lui, convoque les parties, par un avertissement sur papier non timbré, adressé au moins quinze jours d'avance, sous pli recommandé à la poste.

La comparution est fixée dans le mois qui suit le dépôt de la requête.

Les parties comparaissent en personne ou par mandataire en cas d'em-

Wetsvoorstel betreffende de huur- en pachtovereenkomsten op langen termijn.

Eerste artikel.

De prijs van de huur- en pachtovereenkomsten, vóór 1 Januari 1923 gesloten voor een duur van meer dan negen jaar, zal worden verhoogd, indien hij meer dan één vierde lager staat dan de op den dag der aanvraag geschatte huurwaarde van het verhuurde goed.

De verhooging mag de zes zevende van deze waarde niet overschrijden; zij geldt alleen voor de toekomst.

Art. 2.

De eisch tot verhooging wordt voor de bevoegde rechtbank slechts toegelaten na een poging tot bemiddeling uitgelokt door hem die de herziening aanvraagt.

Te dien einde, dient hij bij de rechtbank een verzoekschrift in, de aanvraag uiteenzettende. Gezien dit verzoekschrift en binnen de acht dagen van deszelfs overlegging, roept de voorzitter van de rechtbank, of een door hem afgevaardigd rechter, de partijen op door middel van een waarschuwing op ongezegeld papier, ten minste vijftien dagen vooraf, onder ter post aangeteekenden omslag toegezonden.

De verschijning wordt gesteld binnen de maand volgende op het indienen van het verzoekschrift.

Partijen verschijnen in persoon of, in geval van gerechtvaardigd belet, door

pêchement justifié; elles peuvent être assistées d'un avocat.

Il est dressé procès-verbal du résultat de la tentative de conciliation. Si un accord intervient, le procès-verbal en constate les conditions.

La requête produit les effets de la citation en justice pour autant que l'assignation devant le tribunal compétent soit donnée dans le mois de la date du procès-verbal constatant le défaut de conciliation.

ART. 3.

Le locataire pourra en tout état de cause demander la résiliation du bail. Il sera tenu des frais faits avant sa demande.

ART. 4.

En cas de cession ou de sous-location de tout ou partie du bien, le locataire sera tenu, sous peine de tous dommages-intérêts, de mettre en cause les cessionnaires et les sous-locataires.

Le juge saisi de la demande principale, jugera des contestations nées ou à naître entre eux.

ART. 5.

Sont assujettis aux dispositions qui précèdent, les redevances ou les arrérages stipulés dans un bail ou une concession qui a pour objet, l'exploitation des matières spécifiées au titre VII et au titre VIII des lois sur les Mines.

ART. 6.

La présente loi n'est pas applicable aux maisons dont les baux sont réglementés par la loi du 28 décembre 1926,

gevolmachtigde; zij mogen door een advocaat worden bijgestaan.

Van den uitslag der poging tot bemiddeling wordt een proces-verbaal opgesteld. In geval van akkoord, worden de voorwaarden er van in het proces-verbaal vermeld.

Het verzoekschrift heeft dezelfde gevolgen als de dagvaarding voor de rechtbank, in zooverre de dagvaarding voor de bevoegde rechtbank gegeven zij binnen de maand der dagteekening van het proces-verbaal waarbij het gebrek van bemiddeling wordt vastgesteld.

ART. 3.

De huurder kan te allen tijde de verbreking van de huurovereenkomst aanvragen. Hij zal gehouden zijn de kosten te betalen, die vóór zijne aanvraag zijn gedaan.

ART. 4.

In geval van afstand of van onderhuur van gansch het goed of een gedeelte daarvan, zal de huurder, op gevaar van volledige schadevergoeding, er toe verplicht zijn degenen aan wie het goed wordt overgedragen en de onderhuurders in de zaak te brengen.

De rechter bij wien den hoofdeisch is gebracht zal over de tusschen hen gerezen of te rijzen geschillen uitspraak doen.

ART. 5.

Aan de vorenvermelde bepalingen zijn onderworpen, de uitkeeringen of de achterstallen bedongen in een huurovereenkomst of een concessie die tot voorwerp heeft de ontginning van de in titel VII en in titel VIII der wet op de Mijnen opgegeven stoffen.

ART. 6.

Onderhavige wet is niet toepasselijk op de huizen waarvan de huurovereenkomsten geregeld zijn bij de wet van

aussi longtemps qu'elles resteront sous l'empire de cette loi ou de celles subséquentes qui auront le même sujet.

28 December 1926, zoolang zij beheerscht blijven door die wet of door nakomende wetten met hetzelfde doel.

ART. 7.

Les demandes en revision seront introduites dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, sous peine de déchéance.

Toutefois ce délai ne commencera à courir pour les maisons spécifiées à l'article qui précède, qu'à partir du jour où il sera établi par l'accord des parties ou par décision de justice qu'elles sont rentrées dans le droit commun.

ART. 7.

De aanvragen tot herziening zullen ingediend worden binnen de zes maanden volgende op de afkondiging van deze wet, op gevaar af van vervallenverklaring.

Voor de huizen waarvan sprake in voorgaand artikel, gaat echter deze termijn slechts in, te rekenen van den dag waarop, door het akkoord van partijen of door rechterlijke beslissing, zal uitgemaakt zijn dat zij in het gemeen recht zijn teruggekeerd.

F. MASSON.
J. PIERCO.
A. DEVÈZE.
I. SINZOT.
J. PONCELET.